



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

05/02/2026

## ***Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 265 du 05 février 2026***

### **ÉDITO**

Semaine après semaine nous rendons compte de la situation économique et sociale du pays. Une ligne de force se dégage, celle de la poursuite d'une désindustrialisation qui voit le secteur productif se déliter entraînant des conséquences dramatiques pour les salariés et les populations concernées. Face à cette situation d'Arcelor à Brandt en passant par le secteur de l'automobile, les papeteries, l'industrie chimique, les banques et bien d'autres, les salariés se battent afin de préserver leur emploi, développer leur entreprise et défendre leurs intérêts. Nous soutenons ces luttes et leur donnons l'écho qu'elles méritent. Ajoutons que nous devons armer les travailleurs en analysant les causes profondes des choix capitalistes. C'est une dimension essentielle pour que le mouvement contre la désindustrialisation prenne un caractère politique et devienne un champ incontournable de la lutte de classe. C'est dans cette perspective que le Parti Révolutionnaire Communistes organise le samedi 21 mars à 14h00 un débat sur ces questions, durant lequel il présentera sa brochure : **"Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"**. Ce débat aura lieu au **Maltais Rouge, 40 rue de Malte 75011 Paris**. Vous y êtes invités.

### **Sommaire**

#### **Luttes**

Rassemblement FNIC le 27 janvier : contre le licenciement de Timothée Esprit, pour la sauvegarde de la protection des salariés protégés et la défense de nos droits et libertés syndicales

Unité CGT hebdo est paru (N°48)

Muséum National d'Histoire Naturelle : Grève dans les bibliothèques

Démocratie sociale bafouée à Moissac

Les salarié(es) du Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne appellent à la grève avec débrayage et rassemblement le 13 février 2026

Secan (92) : victoire après 17 jours de grève

Succès des grévistes de Biocoop place des fêtes (Paris)

Manifestation le 31 janvier à Saint Gaudens contre la fermeture de *Fibre excellence*

Grève à Beauvais des agents de la ville

Grève à La Méridionale et Corsica Linea

Délabrement du système de santé et luttes à l'hôpital.

Éducation nationale : les méfaits du budget d'austérité

#### **Économie**

La délocalisation à domicile : les bons plans de l'industrie de luxe italienne

La fraude sociale est ... patronale

Somme : un millier de salariés n'avaient pas été déclarés à l'URSSAF

Pas de limite à la collaboration de classe

LFI et le réformisme

ArcelorMittal veut délocaliser 5.600 emplois vers l'Inde

Wintzenheim (Alsace), l'entreprise Bräcker licencie 30 personnes et délocalise en République tchèque

Fismes (Marne) : l'usine *Gantois Clôtures* ferme définitivement ses portes

Puy-de-Dôme, Allier, encore des fermetures d'entreprises

La papeterie Gemdoub à Novillars (Doubs) placée en redressement judiciaire

### **Solidarité internationaliste**

La CGT Mécachrome Toulouse soutient les salariés et syndiqués Mecachrome en Tunisie licenciés pour fait de grève

Solidarité avec Cuba

Mayotte : Grève chez Matis : la société engage des procédures judiciaires contre le blocage

Déclaration de solidarité internationaliste de la FSM avec Cuba Contre le blocus des carburants et l'escalade de l'agression impérialiste

Le conseil d'éthique de l'Université Paris-Saclay appelle à rompre avec les Universités israéliennes

### **Luttes**

#### **Rassemblement à l'appel de la FNIC CGT contre le licenciement de Timothée Esprit, pour la sauvegarde de la protection des salariés protégés et la défense de nos droits et libertés syndicales**

Un rassemblement a été organisé le 27 janvier par la FNIC CGT devant la Cour Constitutionnelle, saisie par l'entreprise Toray dans une énième tentative désespérée d'obtenir gain de cause dans son acharnement contre Timothée Esprit, ouvrier à Toray, syndicaliste CGT et membre de la direction fédérale de la FNIC CGT.

Depuis deux ans, l'entreprise Toray tente par tous les moyens d'obtenir la validation du licenciement de Timothée Esprit. Il s'agit de casser la CGT à Toray.

La Chambre sociale de la Cour de cassation a décidé de transmettre au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) soulevée par l'entreprise *Toray Carbon Fibers Europ* et portant sur la protection attachée aux mandats des membres des commissions paritaires professionnelles nationales et d'interprétation (CPPNI).

Cette décision, rarissime, illustre la détermination du patronat à revenir sur l'ensemble des droits et libertés syndicales. Fer de lance de la répression syndicale, le groupe Toray conteste l'interprétation constante de la Cour de cassation selon laquelle les membres des CPPNI bénéficient de la protection renforcée prévue par l'article L.2411-3 du Code du travail, identique à celle d'un délégué syndical.

Ce qui se trouve en ligne de mire c'est l'ensemble des milliers et des milliers de syndicalistes, pas seulement CGT d'ailleurs, membres qui pourraient ne plus être protégés par leurs mandats CPNNI.

Affaire très importante à suivre !

#### **Unité CGT hebdo est paru (N°48)**

Le numéro d'Unité-CGT est paru. Il analyse la situation politique et le budget d'austérité 2026, consacre un article à l'accident mortel d'Elkem et rapporte les luttes des travailleurs en France. Au plan international, deux articles sont consacrés à l'impérialisme dont un condamnant l'agression des États-Unis contre le Venezuela. Il est possible de recevoir les publications d'Unité-CGT : <https://unitecgt.fr/>

#### **Muséum National d'Histoire Naturelle : Grève dans les bibliothèques**

Les bibliothécaires demandent une augmentation de leur prime auprès de la direction, celle-ci se dit incapable d'y répondre positivement. Suite à cette fin de non-recevoir les bibliothécaires ont donc décidé en AG le jeudi 29 janvier d'entamer une grève. Leur premier jour de grève était le samedi, les agents des bibliothèques ont tenu un piquet de grève toute la journée et des camarades de la CGT Muséum, de la Ferc Sup, de la CGT Bnf et des Agences en lutte sont venus pour soutenir le mouvement.

Vous pouvez faire un don à la caisse de grève : <https://www.papayoux.com/fr/>

et diffuser le tract du syndicat<sup>1</sup>.

#### **Démocratie sociale bafouée à Moissac**

Le maire de Moissac membre du rassemblement national (RN), vient de supprimer 62 postes avec la destitution du directeur général des services. Plusieurs services municipaux n'ont plus de responsable statutaire, ce qui pose de gros problèmes au fonctionnement de la collectivité. Il n'y a plus d'organisation syndicale représentative à la mairie depuis les dernières élections professionnelles en 2022. Les négociations sont inexistantes, avec un manque de respect envers les agents. Cette situation engendre une remise en cause des missions municipales, avec une attaque du statut des fonctionnaires et une dégradation des conditions de travail. La dégradation des services se traduit par une incapacité à recruter et à gérer du personnel fonctionnaire formé et oblige à recourir à des contractuels mal préparés et voués à l'insécurité de leur emploi. De plus, certaines associations jouant un rôle social dans la commune ont été supprimées. La démonstration est faite, qu'avec l'extrême droite dans la gestion communale c'est la casse des missions de service public, c'est bien une imposture sociale !

## **Les salarié(es) du Conseil Départemental du Tarn-et-Garonne appellent à la grève avec débrayage et rassemblement le 13 février 2026**

Les agents d'un service du conseil départemental sont en droit de retrait depuis plusieurs jours. Ils demandent l'amélioration des conditions de travail, le renforcement des moyens humains et matériels et la reconnaissance de leurs missions.

Alors que les besoins sociaux explosent, après des années de maigres financements, voici venir le temps des annonces de coupes budgétaires, c'est-à-dire la baisse des moyens accordés à la prise en charge, des plus faibles, des plus démunis, des plus vulnérables !

Comme si cela ne suffisait pas, des salariés sont empêchés de travailler et malmenés par certaines directions ayant en tête uniquement leur carrière, le contrôle du travail et les économies budgétaires !

Les emplois et les conditions de travail sont directement menacés par la gabegie libérale au seul profit des rentiers actionnaires !

Les restrictions budgétaires et les choix politiques au niveau départemental mettent en péril l'ensemble des structures publiques et privées de la protection de l'enfance, de la protection des familles, plus généralement de tous les secteurs de l'action sociale et médico-sociale.

Le gouvernement continue de supprimer des ressources afin de toujours offrir de nouveaux cadeaux à la finance, construisant année après année les déficits budgétaires !

Des services départementaux sont mis en concurrence au sein du même territoire, des fermetures sont prévues, le secteur associatif a annoncé comme variable d'ajustement budgétaire... Déjà partout en France, trop de conseillers départementaux plient aux exigences de ce gouvernement scélérat.

Dans ce contexte délétère, la protection de l'enfance est sous le feu de la rampe ! Trop d'enfants sont sans protection ils n'ont pas besoin de réponse au rabais !

C'est la raison pour laquelle, les salariés du conseil départemental appellent à la grève avec un rassemblement le 13 février 2025 sur le parvis du conseil départemental du Tarn-et-Garonne.

### **Secan (92)<sup>2</sup> : victoire après 17 jours de grève**

Ils ont obtenu : 160 euros brut mensuels pour tous les salariés x par 12 mois. 80% des jours de grève payés Et une semaine de fermeture en moins en août.

### **Succès des grévistes de Biocoop place des fêtes (Paris)<sup>3</sup>**

La quasi-totalité des travailleurs du magasin avaient cessé le travail le 03 janvier de manière à s'opposer au management toxique de la gérante, obtenir des conditions de travail respectueuses de leur santé et de leur personne et augmenter leur salaire. Ils sont parvenus, grâce à leur unité et leur détermination, à imposer un puissant rapport de force ayant fait cesser l'activité de l'entreprise et contraint la direction à la négociation. Pour leur premier mouvement de grève, les grévistes ont su faire face aux pressions et intimidations diverses pour conduire leur mouvement à son terme. Les interventions de la police, d'un cabinet d'huissiers, de cadres de BIOCOOP n'ont pas entamé leur volonté, bien au contraire.

Le succès de cette lutte a également été rendu possible par l'accompagnement et le soutien financier de nombreuses structures CGT Parisiennes. Ce qu'ils ont obtenu :

\*La mise en retrait de la gérante de la gestion opérationnelle et réorganisation sociale de l'entreprise avec embauche d'un directeur temporaire dans l'attente d'évolutions internes.

\*L'intervention et accompagnement de l'ARACT et son antenne ARESO sur les conditions de travail et les relations au travail.

\*Augmentation de salaires de 9% à 6% sur deux ans.

\*Des prérogatives élargies du CSE

\*Le Paiement d'un jour et demi de grève concernant l'ensemble des salariés. Possibilité d'échelonnement des retenues de salaires sur trois mois et prises de congés payés afin de limiter les conséquences financières de la grève.

Cette grève a aussi permis de mettre en lumière le système Biocoop qui, sous couvert de coopérativisme, additionne les petites structures où, c'est connu, il est bien plus compliqué de construire une représentation syndicale solide et pérenne. L'issue très positive de cette grève contribuera sans aucun doute à dépasser les obstacles posés par les patrons à l'organisation collective des salariés.

### **Manifestation le 31 janvier à Saint-Gaudens contre la fermeture de Fibre excellence**

1.400 personnes ont défilé dans les rues de Saint-Gaudens, le samedi 31 janvier. Ils protestaient, avec le soutien des habitants, contre la fermeture de l'usine *Fibre Excellence*. 350 emplois directs sont menacés en cas de fermeture et Cette cela signifierait la mort économique du Comminges.

### **Grève à Beauvais des agents de la ville**

A l'appel de la CGT les agents de la ville de Beauvais ont manifesté le 3 février, devant l'hôtel de ville. Ils ont répondu à l'appel de la CGT afin de dénoncer leurs conditions de travail. Comme le rapporte le journal *Oise Hebdo* : "d'après les syndicats, deux services sont touchés par de nombreux arrêts de travail, le service des sports

et celui des ressources humaines. La conséquence immédiate, selon eux, de la «*souffrance au travail*» vécue par les agents. Une souffrance qui s'exprime par «*de la pression, des menaces... Il peut y avoir aussi des hiérarchies qui vont employer une forme d'agressivité. C'est une méthode de gestion par la pression*», relatent les responsables syndicaux de la CGT. Ils préviennent aussi que, si ces deux services sont concernés dans leur globalité par la grogne, ils ne sont pas les seuls touchés."

### **Grève à La Méditerranée et Corsica Linea**

La CGT Marins a engagé le lundi 2 février 2026 un mouvement reconductible chez *La Méditerranée* et *Corsica Linea*. Le syndicat réclame un socle social commun pour toutes les compagnies opérant en Méditerranée, afin de garantir des conditions équitables d'emploi et de concurrence.

Dans ce contexte, le paquebot MSC Orchestra n'a pas pu rejoindre son poste à quai au port de Marseille, en raison du blocage de la passe nord, l'un des accès nautiques principaux du port. Le navire a dû rester en attente au large. Les revendications syndicales portent principalement sur les conditions de concurrence entre opérateurs. La CGT demande l'instauration d'un cadre garantissant un socle social équivalent entre les compagnies opérant sur des lignes comparables, incluant les niveaux de rémunération, les temps de repos, la protection sociale et la composition des équipages.

### **Délabrement du système de santé et luttes à l'hôpital.**

Depuis plus de 40 ans tous les gouvernements pour répondre aux exigences du capital ont mis en place une politique de recul de la Sécurité sociale minant le système de santé. Toutes les « lois Santé » imposant des économies drastiques ont dégradé la situation, et ont asphyxié financièrement l'hôpital public.

Le budget de la Sécurité sociale 2026, plus austéritaire que les précédents, si l'Ondam augmente de 2% (soit 0,9%, en tenant compte de l'inflation à 1,1%) il reste inférieur de 3,6 milliards aux dépenses courantes de santé pour 2026.

### **La mobilisation et les grèves ne connaissent aucune trêve.**

**Aux urgences de l'Hôpital de Saint-Nazaire** : grève dès 8h, jeudi 29 janvier. Entre manque de moyens et conditions d'accueil déplorables, par manque de place dans différents services, les patients ayant besoin d'une hospitalisation plus longue se retrouvent entassés dans des salles d'examen, des salles d'attente ou même dans les couloirs. Il se trouve en moyenne entre 150 et 250 entrées aux urgences sur 24 heures. "*C'est un rythme très soutenu, des journées de 12 heures. C'est de l'insécurité pour nous en tant que soignant et c'est de l'insécurité aussi pour les patients qui ont besoin de prise en charge à l'instant, mais dont l'état de santé peut vite s'aggraver sur un brancard au milieu de tout le monde*". La grève est lancée afin d'obtenir du personnel pour accueillir de manière décente les patients aux urgences de Saint-Nazaire, de les obtenir rapidement pour que les conditions d'accueil soient les plus adaptées à la situation".

**Au service de Néphrologie du CHU de Nantes** Depuis plusieurs semaines, l'ensemble des professionnels du secteur néphrologie (consultations de néphrologie, service néphrologie, soins intensifs de néphrologie, dialyse chronique) se retrouve en sous-effectif chronique et n'est plus en adéquation avec la charge de travail de plus en plus conséquente imposé par le CHU de Nantes. Olivier Terrien secrétaire général de la CGT du CHU déclare :

« *La fermeture de lits a désorganisé la prise en charge des patients. Nous nous alarmons des conditions de travail de nos collègues, aides-soignantes, infirmières, ASHQ (agent de propreté hospitalier qualifié), de l'ensemble des secteurs de néphrologie qui se voient exercer dans des conditions déplorables avec une dégradation de l'offre de soins publique, pour un secteur dont les patients viennent de tout le pays. Il s'agit d'une situation dégradée volontairement. La direction et l'AES sont les seules responsables en ne déployant pas les effectifs nécessaires à la prise en charge des patients et en adaptant leur politique en fonction des plans d'économies de restrictions budgétaires. La grève doit contraindre par le rapport de force la direction à déployer les moyens pour répondre aux besoins des patients et améliorer les conditions de travail. Nous ne lâcherons rien* »

### **La lutte paye : Hôpital Guillaume-Regnier à Rennes la grève des urgences arrache la réouverture de 40 lits**

**Urgences de l'Hôpital de Saint-Nazaire** La mobilisation a obtenu l'attribution de 16,5 équivalents temps plein Ces moyens supplémentaires constituent une première réponse afin de faire face au sous-effectif chronique et améliorer les conditions de travail. Il reste encore des besoins en amont et en aval de l'hôpital, mais ceci est encore un autre combat à mener en territoire et au national sur les financements de notre système de santé ! Cf Communiqué de Presse CGT 28 janvier 2026

Le développement des luttes et leur coordination c'est le seul moyen pour stopper la privatisation de l'hôpital public, la fin des suppressions de lit, l'absence d'investissement massif dans l'hôpital public, de véritables augmentations de salaires.

### **Délabrement du système de santé**

La dernière épidémie Covid-19 a montré les failles de notre système à pouvoir gérer une situation de crise extrême. Aujourd'hui, les problèmes persistent et la santé reste un enjeu politique et économique dont la question n'est pas du tout réglée.

Cet hiver, la grippe, la bronchiolite et les infections respiratoires ont touché beaucoup de personnes âgées. Dans certaines régions, notamment à Carcassonne et Narbonne, le déclenchement du Plan Blanc a permis de prendre des mesures exceptionnelles face à l'afflux de patients. Ceci est à mettre en lien avec la fermeture de services, l'absence de lits d'hospitalisation, de lits d'aval et la grève des médecins libéraux.

Il existe aussi depuis longtemps une pénurie de médecins sur le territoire avec des déserts médicaux qui limitent l'accès de tous aux soins. On compte aujourd'hui 237 303 médecins en France pour soigner des millions de français! Résultat les médecins s'épuisent professionnellement avec une patientelle saturée.

Le modèle libéral n'est plus attractif dans certaines zones, favorisant ainsi les structures privées. Preuve de cet épuisement et de la pénurie, la permanence des soins ambulatoires le week-end sont assurés par les médecins libéraux dans certaines régions.

Autres problématiques, le personnel des infirmiers et des aides-soignants vivent une situation dramatique. Le métier est en forte tension en raison d'une nette dévalorisation de ces professions : les conditions de travail se dégradent, des dépassements horaires journaliers pouvant aller jusqu'à 2 heures, une détresse et un vieillissement du personnel ne trouvant pas de relève.

Le premier ministre, S. Lecornu exécute des coupes budgétaires voulant confier aux départements la branche Autonomie de la Sécurité sociale, ce qui aurait des répercussions graves sur l'équité des coûts et besoins des départements, sur la situation et les salaires des professionnels.

De plus, on constate une généralisation de la hausse des dépassements d'honoraires chez les spécialistes exerçant en libéral. Ce n'est pas le cas chez les généralistes dont les dépassements sont plafonnés. Cette tendance crée des effets déséquilibrant le système de santé et néfastes concernant les patients qui renoncent aux soins et ce même pour les actes de dépistages essentiels censés prévenir des maladies tel le cancer colorectal.

La situation de notre système de Santé est très inquiétante et souffre d'une politique économique désastreuse. Nous allons vers une dégradation croissante de notre système de santé, notamment dans le droit d'accès à des soins de qualité, dans les moyens des établissements à fonctionner et dans la valorisation des professionnels du secteur de la santé.

### **Éducation nationale : les méfaits du budget d'austérité**

Éducation nationale. La mobilisation se prépare après l'annonce du budget 2026 prévoyant la suppression de 3256 postes (1891 dans le 1er degré et 1365 dans le second degré). Le gouvernement avance l'argument du ralentissement démographique pour justifier ces suppressions. Un ralentissement non contesté par les syndicats mais qui devait justement permettre d'améliorer les conditions d'accueil des élèves (en diminuant leur nombre par classe jugé beaucoup trop élevé actuellement). Les académies les plus touchées sont celles de Lille, de Normandie, de Nantes et de Nancy-Metz. Le 02 février une première grève a eu lieu dans l'académie de Clermont-Ferrand avec un rassemblement de 80 personnes devant le rectorat. A suivre, probablement.

## **Économie**

### **La délocalisation à domicile : les bons plans de l'industrie de luxe italienne**

Depuis maintenant deux ans, la justice s'intéresse aux pratiques des grandes marques de luxe en Italie. A ce jour, 13 maisons sont concernées par ces enquêtes (dont des filiales du groupe LVMH) et une nouvelle vague de perquisitions ont ciblé en décembre 2025 d'autres marques de référence (Prada, Versace, des filiales de Kering – Gucci et Yves Saint Laurent, etc.)

Les enquêtes en cours ont rendu public les pratiques de ces entreprises en tant que donneurs d'ordre à des sous-traitants ne respectant pas le droit du travail. Il est reproché aux maisons de luxe de n'effectuer aucun contrôle de leurs sous-traitants alors qu'elles disposaient d'audits répertoriant les abus (comme des salaires à moins de 3€/heure, des dortoirs jouxtant les ateliers).

Opportunément, Prada a annoncé ne plus travailler avec 200 sous-traitants et fournisseurs qui se montrés fautifs... dans les 5 dernières années

Ces entreprises de sous-traitance sont dirigées principalement par des patrons chinois qui font travailler des migrants chinois. Certains des ateliers étaient même clandestins.

Le dossier le plus avancé d'un point de vue juridique concerne le chausseur Tod's (80€ la paire de mocassins) déféré devant les tribunaux le 23 février prochain avec une demande de mise sous administration judiciaire.

Les grandes organisations syndicales italiennes n'ont pas été particulièrement actrices dans cette remise en question des pratiques des entreprises du luxe. Mais elles ont travaillé avec le mouvement Clean Clothes Campaign (CCC), fondé aux Pays-Bas en 1989 à l'occasion d'une action d'ouvrières philippines du textile licenciées pour avoir revendiqué le salaire minimum. Campagna Abiti Puliti, créée en 1990, est la branche italienne de CCC. Elle regroupe syndicalistes et militants associatifs et dénonce les abus de la sous-traitance depuis 30 ans.

### **La fraude sociale est ... patronale**



La fraude sociale représenterait un « *pognon de dingue* » : allant même à plus de 50 milliards selon certains politiciens. Le 15 juillet 2025, Bayrou, présentant le budget 2026, annonce 43,8 milliards d'économies avec un projet de loi pouvant rapporter 2,3 milliards d'euros à l'Etat ! Des chiffres brandis dans le débat politique nauséabond notamment et relayés par le RN ciblant les responsables : les pauvres profitant du système...

Publiée en janvier 2026 la [dernière note annuelle du Haut Conseil du financement de la protection sociale \(HCFiPS\)](#), montre une fraude sociale évaluée à 14 milliards d'euros.

### **Qui fraude?**

Les patrons : **plus de la moitié de la fraude sociale (52 %) relève de la branche « recouvrement »** : travail dissimulé, cotisations sociales éludées... 6,9 milliards de cotisations éludés du fait du seul travail dissimulé !

La fraude des bénéficiaires de prestations représente **36 %** du total.

La fraude des professionnels de santé représente **12 %** : 1,12 milliard

**Conclusion : la majorité de la fraude sociale est économique et patronale, elle n'est pas individuelle.**

### **Qui fraude quoi ?**

15 % de fraude sur le RSA : 1,5 milliard d'euros et 2,5 milliards d'euros si on ajoute la prime d'activité.

Plus de 20 % de cotisations éludées chez les micro-entrepreneurs ; 65 % chez les VTC et jusqu'à 80 % pour les livreurs de plateformes

3 français sur 4 estiment que de nombreuses personnes perçoivent des aides sans y avoir droit (DREES). Cette focalisation et manipulation sur la fraude aux prestations sociales masquent une réalité: le non-recours aux droits : 1 français sur 3 éligible à des aides sociales ne la demande pas. Un montant estimé à 2,25 milliards d'euros par an. Le non-recours concerne également le minimum vieillesse : 50% et l'assurance chômage : 30%.

Si la fraude sociale est mise en lumière dans le débat c'est pour masquer la fraude fiscale d'un coût plus lourd entre 80 et 120 milliards d'euros par an! 100 milliards selon le syndicat Solidaires-Finances publiques

Ainsi la fraude à la TVA est évaluée à 20 à 25 milliards d'euros par an... alors que les dispositifs législatifs et les moyens de contrôle ciblent en priorité les bénéficiaires de prestations sociales, notamment sur les plus précaires au détriment des principaux gisements financiers majoritairement liés aux entreprises et aux riches.

### **Somme : un millier de salariés n'avaient pas été déclarés à l'URSSAF**

Sur France bleu<sup>4</sup> : "Une vaste fraude aux cotisations sociales a été démantelée par l'Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI). Le préjudice s'élève à plus de 8,9 millions d'euros, indique la gendarmerie nationale dans un communiqué consulté ce mercredi par ICI Picardie. Sept personnes ont été interpellées dans l'Oise, le Var et les Bouches-du-Rhône. A l'issue de leur garde à vue, **quatre personnes ont été mises en examen** et l'une d'elles a été placée en détention provisoire."

### **Pas de limite à la collaboration de classe**

Le 28 janvier 2026, une "*alliance des acteurs du fabriqué en France*" composée de neuf organisations et personnalités, dont la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME, la CFTC, la CFE-CGC et le réseau des entreprises du patrimoine vivant, est lancée. Objectif : "défendre l'appareil productif français", en permettant un meilleur accès des entreprises françaises à la commande publique, et défendre l'emploi en France, en évitant que les entreprises nationales ne soient pénalisées par le recours aux entreprises étrangères dans ce cadre. Au-delà, le collectif souhaite soutenir la formation "dans les territoires pour les territoires".

S'il est honorable de défendre l'emploi, le faire avec des organisations patronales fussent-elles des petites et moyennes entreprises, c'est laisser penser que les délocalisations n'ont rien à voir avec les stratégies capitalistes de recherche de force de travail à moindre coût. Ce qui est un des moteurs des délocalisations et de la recherche par les grands groupes monopolistes de sous-traitants ailleurs qu'en France.

### **LFI et le réformisme**

Le samedi 24 janvier, Jean Luc Mélenchon a ouvert un colloque intitulé " Le néolibéralisme est-il compatible avec les petites entreprises ? ". Dans ce colloque, en direction des petites et moyennes entreprises, il s'agissait surtout de montrer que les intérêts de ces entreprises n'étaient pas les mêmes que ceux des grands groupes. Politiquement, LFI tente de nouer une alliance entre ce qu'il nomme le *peuple* et les dirigeants des PME. C'est ce que théorise la fondation la Boétie dans une étude récente<sup>5</sup> : "*Ainsi, en cessant d'appréhender le patronat comme un bloc homogène, il est possible d'envisager une politique de progrès social et humain soutenue par une convergence incluant les salariés et d'autres composantes populaires, mais aussi les dirigeants de petites entreprises.*" Cette étude souligne, à juste titre, que les intérêts des grandes entreprises et des petites et moyennes, ne sont pas forcément convergents, ces dernières étant souvent en position de domination par les grands groupes dans la chaîne de création de valeur. Cependant, l'étude de la fondation fait l'impasse sur le fait que cette situation est constitutive du système d'exploitation capitaliste. L'étude laisse entendre qu'au fond ce serait une petite partie du patronat qui poserait problème et pas le système lui-même : "... ne nous trompons pas : l'économie française a aussi besoin de grandes entreprises. Leur utilité pour construire une économie des besoins, pour renforcer notre souveraineté et nous porter aux nouvelles frontières de l'Humanité est réelle. Ce qui est en cause n'est pas la structure « grande entreprise » en tant que telle. C'est bien, d'une part, **la volonté d'une toute petite partie du**

*patronat, souvent à la tête d'entreprises multinationales, et plus souvent encore de rentes, d'aligner tous les chefs d'entreprises, et par eux, d'aligner toute l'économie française sur leurs revendications de démantèlement de l'État social et de marchandisation intégrale...Ainsi, en cessant d'appréhender le patronat comme un bloc homogène, il est possible d'envisager une politique de progrès social et humain soutenue par une convergence incluant les salariés et d'autres composantes populaires, mais aussi les dirigeants de petites entreprises " Une telle analyse conduit à l'évidence à refuser de poser la question de l'issue à la crise par la mise en cause du système d'exploitation capitaliste lui-même et donc de la nécessaire constitution en classe révolutionnaire des travailleurs salariés. De ce fait la question de la classe révolutionnaire est noyée dans une alliance *peuple-petits patrons* dont soyons-en sûrs elle peut constituer une majorité pour gouverner mais sans toucher au capitalisme et entretenir de nouvelles désillusions.*

#### **Arcelor mittal veut délocaliser 5.600 emplois vers l'Inde**

Arcelor Mittal veut délocaliser une partie de ses fonctions support (informatique, logistique, maintenance, etc.) d'Europe vers l'Inde. Le groupe avait déjà annoncé au printemps dernier une première vague de délocalisations. Il veut étendre son projet de transformation des fonctions support afin d'optimiser et de standardiser les activités actuellement dispersées sur de nombreux sites en Europe. Cela va toucher 20 pays européens et plus de 5.600 salariés, dont 1.650 pour la France.

#### **Wintzenheim (Alsace), l'entreprise Bräcker licencie 30 personnes et délocalise en République tchèque**

30 salariés de l'entreprise Bräcker de Wintzenheim ont appris début janvier que le site allait fermer. La production va être délocalisée en République tchèque. Bräcker fabrique et commercialise les curseurs à filer pour l'industrie textile.

#### **Fismes (Marne) : l'usine Gantois Clôtures ferme définitivement ses portes**

Mardi 27 janvier 2026 le tribunal des Affaires économiques de Lyon a prononcé la liquidation judiciaire du groupe Forlam clôture industrie (FCI) cela signifie la fermeture du site de Gantois, qui contrairement aux trois autres sites, n'a pas été repris par le groupe Picot. 39 salariés se retrouvent sur le carreau.

#### **Puy-de-Dôme, Allier, encore des fermetures d'entreprises**

Dans l'Allier, Bosch met fin à l'activité de son usine de Moulins-Yzeure fin 2026. 270 salariés concernés. Dans un contexte de désindustrialisation croissant de l'Allier, Erasteel, entreprise de la métallurgie annonce 190 suppressions de postes sur les 240 du site Auvergnat. Au total, 280 suppressions en France et Suède.

Le groupe Auchan supprime 400 postes dans le Puy de Dome. Le tribunal administratif refuse le plan de sauvegarde de l'emploi. 200 dossiers supplémentaires arrivent au Conseil des Prud'hommes.

#### **La papeterie Gemdoub à Novillars (Doubs) placée en redressement judiciaire**

La papeterie Gemdoub à Novillars a été placée en redressement judiciaire. Le tribunal de commerce de Besançon en a ainsi décidé le 7 janvier 2026, fixant une période d'observation de six mois pour la société qui emploie 75 personnes. Gemdoub produit des papiers servant à fabriquer les cartons d'emballage, en recyclant les papiers usagés.

### **Solidarité internationaliste**

#### **La CGT Mécachrome Toulouse soutient les salariés et syndiqués Mecachrome en Tunisie licenciés pour fait de grève**

La CGT MECACHROME Toulouse apporte son soutien le plus total aux collègues licenciés, au syndicat UGTT MECACHROME Tunisie, ainsi qu'à l'ensemble des salariés mobilisés. La CGT MECACHROME Toulouse condamne avec la plus grande fermeté cette attaque gravissime contre le droit des travailleuses et des travailleurs de s'organiser et d'agir pour la défense de leurs droits les plus élémentaires.

#### **Solidarité avec Cuba**

Plus que jamais avec Cuba : face à une menace extraordinaire, Cuba ne se laissera pas intimider<sup>6</sup>

#### **Mayotte : Grève chez Matis: la société engage des procédures judiciaires contre le blocage**

La situation continue de se tendre au sein de la société de transports Matis. La semaine dernière, un sous-traitant a permis au réseau de fonctionner normalement au cours de la journée du 24 janvier, provoquant la colère des salariés en grève depuis le 14 janvier pour demander une revalorisation salariale. Aussi, ils ont décidé de bloquer le dépôt principal. Les grévistes demandent une augmentation de 20%, très loin de celle consentie par la direction. Dès lors, le blocage a perduré toute la semaine. La société engage des procédures judiciaires afin de casser le mouvement.

#### **Déclaration de solidarité internationaliste de la FSM avec Cuba Contre le blocus des carburants et l'escalade de l'agression impérialiste**

La Fédération syndicale mondiale (FSM) condamne fermement et sans équivoque la nouvelle escalade du blocus économique, politique et énergétique imposée par les États-Unis à Cuba. Le récent décret présidentiel de l'administration Trump, annoncé le 29 janvier 2026, vise à bloquer totalement l'approvisionnement en carburant

de Cuba, par le biais de menaces, de coercition et de chantage envers des pays tiers. En menaçant d'imposer des droits de douane sur les importations en provenance des pays qui vendent ou fournissent du pétrole à Cuba, le gouvernement américain tente d'instaurer un blocus total des carburants, intensifiant ainsi sa politique criminelle de longue date à l'encontre du peuple cubain. Cette escalade affecte directement les conditions de vie fondamentales des travailleurs et du peuple cubains. Les restrictions sur les carburants affectent les hôpitaux, la production d'électricité, la distribution alimentaire, les transports, les services publics et l'activité productive. Il s'agit d'une guerre économique, délibérément conçue de manière à aggraver les pénuries, engendrer des souffrances et déstabiliser la société cubaine. Depuis plus de soixante ans, le blocus impérialiste cherche à asphyxier l'économie cubaine, renverser son processus révolutionnaire et punir un peuple ayant choisi la voie de la souveraineté, de la justice sociale et de la dignité. Malgré ces attaques, Cuba a défendu l'accès universel aux soins de santé publique, à l'éducation, à la protection sociale et la solidarité internationale, même sous un régime d'agression permanent. La FSM dénonce les prétextes provocateurs et mensongers utilisés par le gouvernement américain, notamment l'affirmation absurde selon laquelle Cuba constituerait une menace au sujet de la sécurité nationale des États-Unis. Ces mensonges insultent l'intelligence de la communauté internationale. Cuba ne menace aucun peuple, n'occupe aucun territoire étranger et n'impose aucune sanction. Au contraire, c'est un pays pacifique, respecté pour sa solidarité et sa coopération avec les peuples du monde entier. Cette nouvelle mesure constitue une violation flagrante du droit international, un acte de coercition extraterritoriale et une tentative manifeste de dicter les relations commerciales souveraines d'États indépendants. Cela confirme la voie dangereuse de la politique étrangère américaine, fondée sur la force, l'intimidation et la poursuite d'une domination impérialiste, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes, en flagrante contradiction avec la Déclaration de la Région comme Zone de Paix. La FSM exprime sa pleine solidarité avec le Gouvernement révolutionnaire de Cuba et le peuple cubain, qui a maintes fois démontré sa volonté de dialoguer sur la base de l'égalité souveraine, du respect mutuel et de la non-ingérence, tout en défendant fermement son indépendance et les acquis de la révolution. La FSM appelle ses affiliés, ses amis et les syndicats de classe du monde entier à : Intensifier la solidarité internationaliste avec Cuba et condamner le blocus des carburants. Exiger la levée immédiate et inconditionnelle du blocus américain contre Cuba. Renforcer le mouvement de solidarité internationale pour la défense de la souveraineté des peuples, de la paix et du progrès social. Cuba n'est pas seule ! Halte à Cuba ! Levez le blocus maintenant !

**Le conseil d'éthique de l'Université Paris-Saclay appelle à rompre avec les Universités israéliennes**<sup>7</sup>

"Après l'adoption d'un avis soulignant l'implication des établissements israéliens dans les crimes commis à Gaza et qui propose de suspendre tout lien académique avec Israël, la balle est dans le camp de la présidence de l'université. Suivra-t-elle cette recommandation ?"

<sup>1</sup> [https://cgt.fercsup.net/IMG/pdf/tract\\_bibliothe\\_ques.pdf](https://cgt.fercsup.net/IMG/pdf/tract_bibliothe_ques.pdf)

<sup>2</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9\\_d%27%C3%A9tudes\\_et\\_de\\_constructions\\_a%C3%A9ronavales](https://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_d%27%C3%A9tudes_et_de_constructions_a%C3%A9ronavales)

<sup>3</sup> information UD-CGT Paris

<sup>4</sup> <https://www.francebleu.fr/hauts-de-france/somme-80/somme-un-millier-de-salaries-n-avaient-pas-ete-declares-a-l-urssaf-une-fraude-a-pres-de-9-millions-d-euros-demantelee-7900714>

<sup>5</sup> <https://institutlaboetie.fr/rapport-petites-entreprises-institutlaboetie-20260121/>

<sup>6</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/3792-plus-que-jamais-avec-cuba>

<sup>7</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/040226/le-conseil-d-ethique-de-paris-saclay-appelle-rompre-avec-les-universites-israeliennes>

**Débat National sur :**

**" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"**

**samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris, métro République ou Oberkampf)**

**La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes**

**Bon de commande à retourner à :**

**Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail



Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

***AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE***

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :  
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

***Devenez correspondant du résumé Ecosoc.***

***Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service***